

Article 3 : Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de décentralisation et de sécurité intérieure.

A ce titre, il est chargé :

1) En matière d'administration territoriale :

- de la formulation, de la mise en œuvre, du suivi, de l'évaluation de la stratégie nationale d'administration du territoire ;
- de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la stratégie nationale de gestion des frontières et de son plan d'actions, le programme d'appui à la gestion intégrée des frontières, en relation avec les ministres concernés ;
- de la matérialisation et de la gestion des frontières internationales du Burkina Faso ;
- de la promotion de la coopération transfrontalière et du développement des localités frontalières ;
- de la prévention et de la gestion des conflits intercommunautaires en relation avec les ministres concernés ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de traditions et de coutumes ;
- de la création, de l'organisation et de l'administration des circonscriptions administratives ;
- de la coordination et de la supervision des activités des représentants de l'Etat sur le territoire national ;
- des relations avec les chefferies traditionnelles ;
- des questions de cultes ;
- de l'élaboration et de l'application de la législation relative aux droits civiques et aux libertés publiques en relation avec les ministres compétents ;
- du suivi de l'application de la réglementation en matière de libertés d'association à but non lucratif, notamment les organisations spécifiques, de développement, syndicales, politiques, coutumières et traditionnelles ;
- de l'organisation des recensements administratifs en rapport avec les autres ministres compétents ;
- de l'élaboration et du suivi de l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs aux formalités mortuaires, notamment la gestion des cimetières, les inhumations, les exhumations, ainsi que le transfert des restes mortels ;

- de l'exercice de la tutelle administrative sur les collectivités territoriales ;
- de l'élaboration des lois et règlements régissant le processus de décentralisation ;
- de la formulation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la vision prospective, des politiques et stratégies sectorielles en matière de décentralisation ;
- de l'appui aux collectivités territoriales dans leur mission de développement et - de promotion de la participation citoyenne à la gouvernance locale ;
- de la promotion de la coopération décentralisée aux niveaux national, frontalier et international ;
- de l'organisation et de l'appui à l'animation des cadres de concertation des acteurs de la décentralisation au niveau national et local ;
- de la mise en œuvre d'une fonction publique territoriale attrayante ;
- du développement de stratégies de mobilisation de ressources des collectivités territoriales ;
- du suivi, de la mise en œuvre, de l'évaluation et de la mise à jour périodique du processus de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales ;
- de la mise en œuvre, du suivi, de l'évaluation et de la mise à jour périodique de la stratégie nationale de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation en collaboration avec les ministères compétents;
- de la mise en œuvre, du suivi, de l'évaluation et de la mise à jour périodique de la stratégie nationale de l'état civil au Burkina Faso ;
- du suivi en relation avec les ministères compétents des questions foncières, domaniales se rapportant aux collectivités territoriales.

- de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique nationale de protection civile ;
- de la gestion des risques et catastrophes par la prévention, la prévision et l'intervention ;
- du contrôle des normes de sécurité dans les constructions ;
- de la direction et de la coordination des opérations de secours en cas de calamités, de catastrophes et de crises majeures ;
- de la protection des personnes et des biens contre les accidents, sinistres et catastrophes par l'emploi des sapeurs-pompiers ;
- de l'information, de la sensibilisation et de la formation de la population en matière de protection civile.

—

Dans le domaine de l'identification et de la protection des personnes et des biens :

- Dans le domaine de la sûreté des institutions :*

- Dans le domaine du respect de la loi et du maintien de la paix et de l'ordre publics :*

- Article 4 :** Le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur

A titre, il est chargé :

1) En matière de politique étrangère :

- de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur des conventions et traités auxquels le Burkina Faso est partie ;
- de la coordination, de la négociation, de la signature et du suivi de la mise en œuvre des traités et accords internationaux ;
- de la poursuite des efforts en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité internationales et régionales ;
- de la défense des intérêts et de la protection des nationaux burkinabè à l'extérieur ;
- de la gestion des relations avec les organisations internationales ;
- de l'information générale du Gouvernement sur les problèmes internationaux ;
- de la gestion du domaine de l'Etat à l'étranger en relation avec le Ministre compétent ;
- de la préparation des instruments de ratification des traités et accords internationaux et de leur conservation ;
- de la gestion des relations avec les missions diplomatiques et consulaires accrédités au Burkina Faso ;
- de la délivrance des pleins pouvoirs ;
- de la délivrance des passeports diplomatiques et de service ;
- de la gestion des réfugiés ;
- du soutien à la consolidation et au développement de la francophonie ;
- de la promotion du dialogue des cultures et des civilisations ;
- du renforcement de la solidarité entre les groupes socioculturels ;
- de la promotion, de l'éducation et de la formation en français ;
- de toute action pouvant contribuer à l'essor des langues nationales et du français ;
- de l'accompagnement, en lien avec les acteurs concernés, de la mise en œuvre de la coopération décentralisée.

2) En matière de coopération :

- de la promotion et de la défense des positions et des intérêts du Burkina Faso au sein des ensembles à vocation d'intégration sous régionale, régionale et continentale ;
- de la promotion de la politique d'intégration régionale du Burkina Faso en relation avec le ministère en charge du développement ;
- de la coopération bilatérale et multilatérale ;
- de la coordination, de la représentation et de la participation du Burkina Faso dans ces ensembles en relation avec les Ministres compétents.

En matière de valorisation et d'implication des burkinabè de l'extérieur dans les actions de développement :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du suivi des burkinabè de l'extérieur ;
- de l'établissement d'un répertoire des burkinabè de l'extérieur ;
- de la mobilisation de la diaspora pour le renforcement de l'entrepreneuriat et l'innovation ;
- de la mise en place d'un mécanisme d'encadrement et de protection des burkinabè de l'extérieur ;
- de l'appui à la réinsertion lors de leur retour au pays, des Burkinabè établis hors du territoire national, avec les ministères compétents.

Article 5 : Le Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la promotion Civique, Garde des Sceaux

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement assure l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du développement et d'aménagement du territoire.

1) En matière de pilotage de l'économie :

- de la réalisation des études et des prévisions économiques à court et moyen termes ;
- du suivi de la conjoncture économique nationale, régionale et internationale ;
- de la normalisation, de la centralisation et de la diffusion des outils et des données statistiques ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre, en collaboration avec les ministres concernés, de la stratégie nationale de collecte, de traitement et de diffusion de l'information statistique ;
- de l'élaboration, de la diffusion et du suivi des comptes nationaux et régionaux ;
- des questions d'intégration économique et monétaire en rapport avec le Ministre en charge de l'intégration et de la coopération régionale ;
- de la conduite de l'intelligence économique ;
- de la tutelle du secteur financier ;
- de l'élaboration, de la diffusion et du suivi des statistiques sur le secteur financier ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la micro-finance ;
- de la mise en œuvre de la politique monétaire et de change.

2) En matière de finances publiques :

- de l'élaboration de la mise en œuvre, du suivi et du contrôle de la réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la politique budgétaire ;
- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la politique fiscale ;
- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la législation douanière ;
- de l'élaboration des lois de finances initiales et rectificatives ainsi que des lois de règlement y relatives ;
- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie globale de mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;
- de la gestion de la trésorerie et de la tenue de la comptabilité de l'Etat et des autres organismes publics ;
- de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre la fraude, le faux et la corruption ;
- du contrôle a priori et a posteriori de la dépense publique ;

- de la formulation et de la coordination de la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement ;
- du pilotage, de la coordination et du suivi du dialogue sur les politiques et les priorités nationales avec les partenaires au développement ;
- de la coordination et du suivi de la mise en œuvre des politiques de développement économique et social ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la réglementation nationale en matière de gestion des projets et programmes de développement ;
- de l'élaboration et de la coordination des activités relatives à la politique nationale en matière de population ;
- de la cohérence des politiques sectorielles avec les orientations stratégiques et le cadre macro-économique ;
- de l'élaboration, de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de partenariat public-privé (PPP) ;
- l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre du Programme triennal d'investissement public glissant (PTIP/G) ;

- de la formulation, de la mise en œuvre et du suivi de la vision prospective en matière d'aménagement du territoire ;
- de la formulation et du suivi de la mise en œuvre de la politique et de la législation foncières ;
- de la formulation des politiques et stratégies d'aménagement du territoire et de la promotion du développement économique des régions dans le cadre de la décentralisation ;
- de l'élaboration du schéma national, des schémas régionaux, provinciaux d'aménagement du territoire en collaboration avec les autres départements ministériels et les collectivités territoriales ;
- de l'appui à l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement sectoriels, de leur mise à jour périodique, en coordination avec les autres départements ministériels ;
- de l'opérationnalisation des schémas régionaux d'aménagement du territoire ;
- de la surveillance de la cohérence spatiale des programmes d'investissements structurants ;
- de la promotion des pôles de croissance et de compétitivité ;
- de la conservation de la propriété foncière ;
- de l'élaboration de la réglementation en matière domaniale, cadastrale et foncière.

Le Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de fonction publique, de travail, de relations professionnelles et de protection sociale.

- du recrutement des agents de la fonction publique;
- de la formation professionnelle et du perfectionnement des agents de la fonction publique ;
- de la réglementation relative à la gestion de la carrière des agents de la fonction publique et des Etablissements publics de l'Etat ;
- de la coordination des activités de toutes les structures centrales et déconcentrées de gestion des agents de la fonction publique ;

- du redéploiement des agents de la fonction publique dans le cadre de la mise en œuvre des réformes institutionnelles ;
- de la coordination des écoles et centres de formation professionnelle de l'Etat, en relation avec les ministères de tutelle technique ;
- de la gestion du contentieux de l'Etat ayant un caractère administratif ;
- de l'impulsion des actions et mesures de renforcement des capacités des administrations de l'Etat ;
- de la coordination, en relation avec tous les ministres concernés, des réformes administratives entreprises par l'Etat au sein des Administrations centrales, des Administrations déconcentrées, des entreprises publiques ;
- du suivi et de la mise en œuvre de la politique nationale de bonne gouvernance ;
- du suivi et de la mise en œuvre du plan stratégique décennal de modernisation de l'administration ;
- de la définition des actions et mesures de déconcentration de la gestion des agents de la fonction publique ;
- de la valorisation et de la promotion de l'expertise publique ;
- de la réforme du système de gestion des structures de l'Administration de l'Etat ;
- de la définition des normes de déconcentration des services de l'Etat dans le cadre du processus de décentralisation ;
- de la conduite des initiatives en matière de développement de la productivité des services publics ;
- de la définition et de l'actualisation des finalités de la réforme de l'Etat.

2) En matière de Travail :

- de l'élaboration et de la révision des textes législatifs et réglementaires relatifs au travail ;
- de l'élaboration et du contrôle de l'application de la réglementation en matière de médecine du travail ;
- de l'interprétation et du contrôle de l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs au travail ;
- de l'animation et du suivi des cadres réglementaires en matière de négociation, de conciliation et d'arbitrage dans les conflits de travail ;
- du contrôle de la migration de main d'œuvre ;
- de la promotion de la réinsertion des travailleurs ayant perdu leur emploi ;
- du suivi de l'application des normes internationales du travail ;
- de la lutte contre le VIH/SIDA en milieu de travail ;
- de la lutte contre le travail des enfants et de ses pires formes ;
- du suivi de l'exécution des normes internationales en matière de main d'œuvre ;
- du suivi et de la mise en œuvre de la politique nationale de travail ;
- du suivi et de la mise en œuvre du programme pays pour la promotion du travail décent.

3) En matière de protection sociale :

- de la protection et de la sécurité sociale des agents de la fonction publique ;
- de la sécurité sociale des agents de la fonction publique territoriale ;
- de la sécurité sociale des travailleurs régis par le code de travail ;
- de l'élaboration des lois et règlements en matière de sécurité sociale ;
- de l'application et du contrôle de l'application des lois et règlements en matière de sécurité sociale ;
- de l'élaboration et du contrôle de l'application de la réglementation en matière de mutuelles sociales ;
- de la promotion de l'assurance maladie ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement des mutuelles sociales ;

- de la mise en place des classes préparatoires post baccalauréat, en collaboration avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur ;
- de la création et de la gestion des établissements d'éducation préscolaire et d'enseignements primaire et secondaire publics ;
- de la gestion prévisionnelle de l'implantation des établissements publics et privés d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire et secondaire ;
- de la formation initiale et continue des personnels de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ;
- de la formation initiale et continue des personnels du secondaire en collaboration avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur ;
- de l'organisation des concours et des examens scolaires et professionnels ;
- de la gestion du système de certification et de délivrance des diplômes ;
- de la gestion des bourses scolaires ;
- de la mise en œuvre de la recherche appliquée et des innovations pédagogiques ;
- de la mise en œuvre des œuvres sociales dans les structures du préscolaire, du primaire et du secondaire ;
- de la mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté et à la vie civique ;
- de la valorisation et de l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement/apprentissage ;
- de la réalisation d'activités sportives et socio-culturelles dans les structures d'éducation préscolaire, d'enseignements primaire et secondaire ;
- de l'orientation scolaire ;
- de l'accroissement de l'offre d'éducation inclusive dans les structures d'éducation préscolaire, d'enseignements primaire et secondaire ;
- de l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les structures d'éducation préscolaire, d'enseignements primaire et secondaire ;
- de l'organisation, du suivi et du contrôle de la gestion administrative et pédagogique des structures publiques et privées d'éducation préscolaire et d'enseignements primaire et secondaire ;
- du suivi et de l'évaluation permanente du fonctionnement du système et de ses résultats.

2) En matière d'enseignement et de formation techniques et professionnels :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'enseignements et de formation techniques et professionnels ;
- de la mise en place et de la coordination d'un système de pilotage de l'enseignement et des formations techniques et professionnels ;
- de la mise en place des classes préparatoires post baccalauréat, en concertation et en collaboration avec le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la carte éducative de l'enseignement et des formations techniques et professionnels ;
- de la diversification des filières techniques et professionnelles ;
- de la conception, de la planification et de l'évaluation de l'enseignement et des formations techniques et professionnels ;
- de l'élaboration, de la production et de la diffusion des manuels pédagogiques ;
- de l'élaboration des normes et du contrôle de leur application ;
- de la création et de la gestion des établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels publics ;
- de la gestion prévisionnelle de l'implantation des établissements publics et privés d'enseignement et de formation techniques et professionnels ;

- de la formation initiale et continue des personnels d'enseignement et de formation techniques et professionnels, en collaboration avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur ;
- du développement d'une ingénierie de formation permettant d'aborder tous les secteurs économiques ;
- de l'organisation des concours et des examens ;
- de la gestion des bourses scolaires ;
- de l'orientation scolaire ;
- de la gestion du système de certification, de délivrance des diplômes et de la validation des acquis techniques et professionnels ;
- de la mise en œuvre des innovations pédagogiques ;
- de la mise en œuvre des œuvres sociales dans les structures d'enseignement et de formation techniques et professionnels ;
- de l'organisation, du suivi et du contrôle de la gestion administrative et pédagogique des structures publiques et privés d'enseignements et de formation techniques et professionnels.

3) En matière d'éducation non formelle :

- de l'élaboration des normes et du contrôle de leur application ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'élimination de l'analphabétisme à travers le Programme National d'Accélération de l'Alphabétisation PRONAA (phase II) ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la carte d'alphabétisation des jeunes et adultes en collaboration avec les maires ;
- de la coordination et de l'évaluation des activités d'éducation non formelle ;
- de la création et de la gestion des centres d'éducation de base non formelle ;
- de la formation initiale et continue des personnels de l'éducation non formelle ;
- de l'utilisation des langues nationales dans les activités d'enseignement/apprentissage et communautaires ;
- de la réalisation d'activités sportives et socioculturelles dans les structures d'éducation non formelle.

Article 10 : Le Ministre de la Santé

Le Ministre de la santé assure la mise en œuvre et le suivi de la politique sanitaire du Gouvernement.

A ce titre, il est chargé:

- de l'organisation et du fonctionnement du système sanitaire national ;
- de la définition des normes en matière de santé ;
- de l'hygiène publique, de la prévention et de la lutte contre les grandes endémies et les épidémies ;
- de la protection de la santé de la mère et de l'enfant ;
- de la création, du suivi, du fonctionnement et du contrôle de toutes les formations sanitaires et pharmaceutiques publiques ;
- de l'autorisation de création et d'ouverture, du suivi du fonctionnement et du contrôle de toutes les formations sanitaires et pharmaceutiques privées ;
- de l'autorisation de création et d'ouverture, de suivi du fonctionnement et du contrôle de tout établissement de soutien aux prestations des formations sanitaires et pharmaceutiques ;
- de l'appui à l'organisation de la médecine traditionnelle ;
- de la création et de la gestion des infrastructures de recherche pour la santé y compris la médecine traditionnelle ;

Le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière agricole, et d'aménagements hydrauliques.

1) En matière agricole :

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des stratégies et politiques agricoles ;
- de la réglementation, du suivi et du contrôle des activités du secteur agricole ;
- de l'analyse, de la planification et de la programmation des activités agricoles ;
- de l'appui à la gestion des déprédateurs et de la lutte contre les fléaux des cultures ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réglementation relative aux intrants, équipements, produits agricoles et agro-alimentaires ;
- de l'appui conseil et du renforcement des capacités des producteurs et des organisations professionnelles agricoles ;
- de la promotion de la concertation permanente avec les chambres d'agriculture, les organisations des producteurs et les interprofessions ;
- de la formation professionnelle agronomique initiale et continue ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre du dispositif de statistique agricole et de la diffusion de l'information agricole ;
- de la promotion de la mécanisation agricole ;
- de la promotion de l'entrepreneuriat agricole ;
- de la promotion de la consommation des produits locaux ;
- de la promotion des bonnes pratiques agricoles ;
- de la vulgarisation et du transfert des technologies en matière agricole ;
- du suivi et de la mise en œuvre des actes, conventions et décisions au niveau régional et international concernant l'agriculture ;
- de la diversification des cultures et du développement et de la production des plantes à usage de biocarburant (jatropha, canne à sucre, etc.) ;
- de la promotion des infrastructures d'appui au développement agricole ;
- de la promotion de l'utilisation des intrants et des équipements agricoles ;

- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement des aménagements hydrauliques ;
- de la conception, de la réalisation et de l'appui à la gestion des aménagements hydrauliques et des infrastructures d'irrigation ;
- de l'assistance à la réalisation des aménagements hydrauliques ;
- de la coordination du développement de l'irrigation et de la promotion des technologies innovantes.

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle avec les ministres compétents ;
- de la coordination et de l'animation du dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- de la production et de la diffusion de l'information statistique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- de la gestion des stocks de sécurité alimentaire ;
- du soutien à la mise en œuvre des activités à haute intensité de main d'œuvre au profit des populations vulnérables.

Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'eau et d'assainissement.

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et stratégies nationale en matière d'eau ;

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi **des** politiques et **stratégies** nationale en matière d'assainissement des eaux usées et excréta ;
- de l'appui à l'élaboration de la réglementation et de la législation des ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta ;
- de la conception et de la réalisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta ;
- de la production et de la diffusion de l'information statistique en matière d'assainissement ;
- de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage ;
- de la prise en compte des études et notices d'impact environnementales et sociales.

- de la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ;
- de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi évaluation des programmes de développement relatif à la GIRE ;
- du renforcement des cadres institutionnelle et juridique favorable à la mise en œuvre de la GIRE ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des schémas directeurs d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) et des schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) ;
- du développement de la coopération et de la gestion transfrontalière en matière d'eau ;
- du développement du partenariat entre les organismes de bassins hydrographiques nationaux et internationaux ;
- de la protection et de la restauration des ressources en eau et des systèmes aquatiques ;
- de l'application de la loi sur la contribution financière en matière d'eau (CFE).

Le Ministre des infrastructures assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures et de désenclavement.

1) En matière d'infrastructures :

- de la définition et la mise en œuvre d'une politique en matière de désenclavement interne et externe.

- de l'élaboration et de la conduite des actions de desserte des chefs-lieux de région, de province et de commune ;
- de l'aménagement et de la maintenance des voies de desserte des zones de production, des centres sociaux et éducatifs, des sites touristiques et historiques ;
- de la réalisation et de la maintenance des aérodromes secondaires.

- de l'amélioration de la desserte du Burkina Faso avec les ports d'attache et les pays de la sous-région dans le cadre de l'espace communautaire par la réalisation de liaisons routières, ferroviaires et aériennes ;
- du renforcement de la coopération par la négociation d'accords bilatéraux de transports aériens avec les autres pays ;
- de la mise en œuvre des conventions relatives aux droits d'accès à la mer et du développement de l'inter modalité rail-route-air-mer.

Le Ministre de l'énergie assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'énergie, de mines et carrières.

- de l'élaboration et de l'application de la législation et de la réglementation en matière de recherche, de production, d'approvisionnement et de distribution des produits énergétiques en relation avec les ministres compétents ;
- de la création, de l'équipement et du contrôle des infrastructures énergétiques en relation avec les Ministres compétents ;
- du contrôle de la production, de l'approvisionnement et de la distribution des énergies conventionnelles et renouvelables en relation avec les Ministres compétents ;
- de la promotion des énergies nouvelles et renouvelables ;
- de la promotion des économies d'énergies et de l'efficacité énergétique en général.

- de la mise en œuvre et du suivi des législations et réglementations en matière de commerce ;
- de la promotion des produits locaux ;
- de l'élaboration et de l'application des instruments de mesure et de contrôle de qualité ;
- de l'élaboration des normes et du contrôle de leur application ;
- de l'élaboration et de l'application des stratégies de commercialisation des productions agricoles et animales destinées à l'exportation ;
- de la négociation, de l'application et du suivi des accords commerciaux ;
- des relations avec les organisations de régulation du commerce international ;
- de l'élaboration, de la diffusion et du suivi de la balance commerciale et de l'information économique en relation avec les ministres et les responsables des institutions concernés ;
- de l'étude de l'impact de la politique commerciale sur le développement économique du Burkina Faso ;
- de l'application de la politique nationale en matière de concurrence et de prix ;
- des décisions d'agrément en qualité d'entreprises prioritaires ;
- du suivi des activités des promoteurs privés ;
- de travailler à améliorer le climat et l'environnement des affaires ;
- de l'accompagnement des promoteurs de produits locaux ;
- de la promotion du commerce en ligne ;
- de l'organisation des foires nationales ;
- de l'élaboration et de la publication des statistiques du commerce intérieur ;
- de la conception et de la gestion des répertoires des promoteurs des produits locaux.

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la politique industrielle du gouvernement ;
- de la promotion des petites et moyennes entreprises /ou des petites et moyennes industries PME/PMI ;
- de la mise en œuvre et du suivi des législations et réglementations en matière d'industrie ;
- de la coordination et du contrôle des programmes et projets industriels ;
- de la prospection industrielle ;
- de la coopération industrielle ;
- de l'organisation de toute manifestation visant à promouvoir les activités industrielles ;
- de la promotion et de la viabilisation des infrastructures industrielles ;
- de la gestion de la propriété industrielle et des brevets ;
- de la promotion de l'industrie de soutien aux productions agricoles, animales et halieutiques ;
- de l'élaboration et de la coordination de la mise en œuvre du Code des investissements ;
- de la constitution, de la gestion et de l'exploitation de bases de données statistiques du secteur industriel ;
- de la promotion de la compétitivité des entreprises industrielles ;
- de l'accompagnement des investisseurs qui s'établiront au Burkina Faso ;
- de l'exercice de la tutelle de gestion des entreprises publiques et parapubliques.

- de l'élaboration de la réglementation et de l'organisation du secteur de l'artisanat ;

Article 17 : Le Ministre des Ressources animales et Halieutiques

Le Ministre des Ressources animales et Halieutiques, assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'élevage, de pêche et d'aquaculture:

A ce titre, il est chargé :

1) En matière de sécurisation et de gestion durables des ressources pastorales :

- de l'aménagement et de la valorisation des zones pastorales et pistes à bétail ;
- de la réglementation, du contrôle et de la promotion du secteur pastoral ;
- de la prévention et de la gestion des crises et vulnérabilités en élevage ;
- de la diffusion du progrès technique et de l'information pastorale auprès des producteurs en relation avec les ministères compétents ;
- de la promotion de la sécurisation foncière des activités d'élevage à travers la mise en œuvre de la politique foncière définie par le Gouvernement ;
- de l'appui à l'aménagement de zones de production animale dans les zones périurbaines ;
- de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'hydraulique pastorale en relation avec les ministères compétents ;
- de l'organisation et du suivi des mouvements des troupeaux ;
- de l'inventaire et de la cartographie des espaces et aménagements pastoraux.

2) En matière de productivité et de la compétitivité des productions animales :

- de la réorganisation et de l'amélioration de l'élevage ;
- de l'appui-conseil aux acteurs directs des filières animales, à leurs organisations professionnelles et interprofessionnelles ;
- de l'appui-conseil et technique aux collectivités territoriales, sociétés ou agences en charge de la planification des investissements en matière d'élevage ;
- de l'accompagnement des acteurs à l'accès aux services financiers et non financiers ;
- du renforcement du cadre juridique des organisations professionnelles et interprofessionnelles ;
- de l'appui à la mise en place des infrastructures de transformation, de conservation et de commercialisation des produits d'origine animale et halieutique ;
- de la promotion des intrants et équipements zootechniques ;
- de l'appui au renforcement des capacités des acteurs ;

- du renforcement et de l'application de la législation et de la réglementation en matière de santé animale, de santé publique vétérinaire, de réglementation de la profession et du médicament vétérinaire en relation avec les ministères compétents et les organisations sous régionales et internationales ;
- de la surveillance épidémiologique des maladies animales ;
- de la prévention et la lutte contre les épizooties ;
- de la réalisation des analyses et diagnostics de laboratoire ;
- de la production de médicaments, de vaccins et de produits biologiques à usage vétérinaire en relation avec les ministères compétents ;
- du contrôle des établissements de production, de transformation et de commercialisation des denrées et produits d'origine animale, halieutique et faunique ;
- de la lutte contre les médicaments vétérinaires de la fraude et de la contrefaçon ;
- de la certification et de l'assurance de la sécurité sanitaire des échanges commerciaux des ressources bio-aquatiques et des produits halieutiques ;
- de la certification et de l'assurance de la sécurité sanitaire des échanges commerciaux d'animaux et de leurs produits ;
- du renforcement qualitatif des infrastructures et des services de la santé animale ;
- de l'hygiène et du contrôle de la qualité des produits d'origine animale et halieutique, des aliments du bétail et des infrastructures d'élevage ;
- de la définition des normes en matière de santé animale en relation avec les ministères compétents.

- de l'élaboration et de la coordination de la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de développement, de gestion et de valorisation durables des ressources halieutiques ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière d'organisation des acteurs de la pêche et de l'aquaculture en relation avec les ministères techniques compétents, les collectivités territoriales et les acteurs de la société civile ;
- de l'appui conseil et assistance aux promoteurs individuelles, aux organisations professionnelles et interprofessionnelles intervenants dans la pêche et l'aquaculture ;
- de la promotion et de l'accompagnement des initiatives privées, collectives ou publiques de développement et de valorisation durable de la production halieutique par l'aquaculture et/ou l'aménagement de pêcheries ;
- de la promotion d'une meilleure synergie et d'une meilleure valorisation des interventions des différents acteurs du secteur rural en matière de développement et de gestion des ressources halieutiques et des écosystèmes aquatiques ;
- de la valorisation du potentiel halieutique ;
- de la coordination de la réglementation en matière de ressource halieutique et du contrôle de son application de concert avec les structures compétentes ;
- de la promotion d'une meilleure connaissance de la ressource halieutique ;
- de la rationalisation de l'exploitation des ressources halieutiques ;

Le Ministre du Développement de l'économie numérique et des postes assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de développement de l'économie numérique et des postes.

A ce titre, il est chargé :

Il est à ce niveau, principalement chargé des infrastructures des communications électroniques, de l'accompagnement, de la promotion des usages des TIC, du développement des services en ligne et des contenus locaux et du développement d'une industrie locale basée sur les TIC :

- de l'élaboration du cadre réglementaire pour le développement des réseaux et services de communications électroniques et du suivi de son application ;
- de la veille réglementaire en matière de développement de l'économie numérique et des postes ;
- du suivi de la gestion des ressources rares ;
- du suivi de la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communications électroniques, la fourniture de service téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- du suivi de la gestion des déclarations des services de communications électroniques ouverts au public ;
- de l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de communications électroniques ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'accès et du service universel des communications électronique conformément à la réglementation ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dont il est membre ;
- de la préparation, du suivi et de la mise en œuvre des accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des télécommunications/ TIC auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la diffusion des normes internationales en matière de télécommunications / TIC ;
- du développement de l'expertise nationale dans le domaine des télécommunications ;
- de la bonne gouvernance du secteur.
- Dans le domaine du développement des infrastructures électroniques.

Dans le domaine de l'accompagnement, de la promotion des usages des TIC, du développement des services en ligne et des contenus locaux :

- de la coordination et de l'élaboration des politiques, des stratégies et des plans nationaux et sectoriels de développement des technologies de l'information et de la communication et de leur cohérence et de leur complémentarité ;

Article 19 : Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation et de l'insertion professionnelle.

Le Ministre de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de jeunesse, de formation et d'insertion professionnelle.

A ce titre, il est chargé :

1) En matière de jeunesse :

- de l'éducation, de l'animation et de la promotion de la jeunesse en dehors du cadre scolaire ;
- de la réglementation et du suivi des mouvements et organisations de jeunesse ;
- de la formation du personnel d'encadrement et d'animation de la jeunesse ;
- de la création et de l'équipement d'infrastructures d'accueil et d'animation de la jeunesse ;
- de la création et de l'animation des cadres d'écoute et de dialogue avec les jeunes ;
- de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et de l'économie sociale et solidaire.

2) En matière de formation professionnelle :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle ;
- de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
- de l'orientation, la réglementation et l'organisation de la formation professionnelle sur toute l'étendue du territoire ;
- de la création et la gestion des centres publics de formation professionnelle ;
- de la tutelle technique des centres privés de formations professionnelles ;
- du suivi et du contrôle de la gestion administrative et pédagogique des centres de formations professionnelles ;
- de la gestion du système de certification des qualifications professionnelles prenant en compte les acquis de l'expérience et de validation des acquis professionnels ;
- du développement de l'ingénierie de la formation professionnelle ;
- de l'élaboration des programmes, curricula et référentiels de la formation professionnelle ;
- de l'élaboration et de la diffusion de documents, manuel et matériels de formation ;
- de la conception, de la planification et de l'évaluation des formateurs ;
- de la gestion des bourses de formation professionnelles et d'apprentissage ;
- de l'organisation des examens de formation professionnelle ;
- de la création et de la délivrance des titres de qualification professionnelle ;
- de la concertation et du partenariat en matière de formation professionnelle avec les acteurs nationaux, internationaux et les partenaires au développement du secteur de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle.

- de la promotion de l'emploi, de l'insertion professionnelle et de la lutte contre le chômage ;
- de l'appui-conseil des jeunes en matière de création d'entreprise ;
- de la promotion de l'auto emploi ;
- de la mise en place d'un observatoire de veille sur l'emploi ;
- de la promotion des emplois verts ou écologiques ;
- de l'élaboration et de la coordination de la mise en œuvre de la politique nationale de l'économie informelle ;
- de l'organisation, de l'encadrement et de l'accompagnement des acteurs de l'économie informelle ;
- de la facilitation de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle ;
- de la prise en compte de l'économie informelle dans les stratégies de développement ;
- de l'élaboration et de la coordination de la mise en œuvre de la stratégie nationale de formalisation des unités économiques et des emplois informels.

Article 20 : Le Ministre de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille

Le Ministre de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion de la femme, du genre, de la solidarité nationale et de la famille.

A ce titre, et il est chargé :

1) En matière de promotion de la femme et du genre :

Dans le domaine de la promotion de la femme

- de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique du gouvernement en matière de promotion socio-économique et politique de la femme et de la fille ;
- de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique du gouvernement en matière d'entrepreneuriat féminin ;
- de la réalisation de recherches sur la situation sociale des femmes et des filles et l'identification des pratiques néfastes ;
- de l'instauration d'un dialogue social constructif et d'un partenariat actif avec les leaders coutumiers et religieux l'amélioration du statut social de la femme et de la jeune fille au niveau communautaire ;
- de la promotion des droits de la femme et de la jeune fille en matière de santé de la reproduction ;
- de l'élaboration, de l'amélioration et la vulgarisation des instruments juridiques nationaux et internationaux en faveur des droits des femmes et des filles et la promotion de leur application ;
- de la promotion de l'accès des femmes femme et des filles aux sphères de décision et le renforcement des capacités des femmes élues et nommées ;
- de la valorisation de l'expertise féminine et l'appui à la modernisation des métiers traditionnels des femmes et des jeunes filles ;
- de la promotion et du suivi des actions en faveur de la femme et de la jeune fille auprès des partenaires et des structures concernés ;
- du suivi-évaluation de l'impact des actions des organismes non gouvernementaux et associations féminines ;
- de la promotion de l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles ;
- de l'organisation, du suivi et du contrôle de la gestion des infrastructures de promotion de la femme ;

Dans le domaine du genre :

- du pilotage et la coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre en relation avec les autres ministres compétents ;
- de la promotion de l'égalité d'accès aux sphères de décision à travers des campagnes de plaidoyer pour la mise en œuvre des mesures d'application de la loi sur les quotas genre ;
- de la création d'un environnement socioculturel favorable à la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes par la promotion d'une culture de l'égalité entre les sexes dans la société burkinabè ;
- du suivi-contrôle et l'évaluation des actions menées par les différents acteurs en faveur des femmes et de l'égalité entre les sexes ;
- de l'appui à l'institutionnalisation du genre au sein des ministères et institutions;
- de la mise en place du Fonds national genre ;
- de l'appui à l'intégration effective du genre dans la formulation, la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques, programmes et projets au niveau sectoriel et communal ;
- du renforcement d'un partenariat actif et d'une synergie d'actions dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale genre ;
- de l'appui technique et du renforcement des capacités des acteurs du développement en matière de genre.

2) En matière de solidarité nationale :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, des plans et stratégies pour promouvoir la solidarité nationale ;
- de la promotion d'une culture de solidarité ;
- de la prévention et de la gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes en collaboration avec les ministres compétents ;
- de la direction de l'organisation générale et de la conduite des actions de solidarité en matière d'assistance humanitaire et de réhabilitation en cas de sinistres, calamités naturelles, crises humanitaires et autres conflits en collaboration avec les autres ministres compétents ;
- de la gestion du Fonds national de solidarité ;
- de l'organisation, du suivi et du contrôle de la gestion des structures publiques et privées de prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des exclus sociaux ;
- de la promotion et de la protection sociale des personnes âgées, handicapées, inadaptées, défavorisées, exclues, marginalisées et nécessiteuses ;
- de la prise en charge intégrée des personnes âgées, des personnes handicapées et des exclus sociaux ;
- de la coordination de la prise en charge psycho-sociale et socioéconomique des personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA et les IST ;
- de l'information et de la sensibilisation de la population sur les droits reconnus aux personnes âgées, personnes handicapées et exclus sociaux ;
- de la promotion des activités socioéconomique en faveur des personnes âgées, handicapées et autres personnes vulnérables en relation avec les ministres compétents.

3) En matière de protection et de promotion de la Famille

Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'urbanisme, d'habitat et de construction. Il assure la coordination de l'exécution des projets sectoriels en milieu urbain.

1) En matière d'urbanisme :

- de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale d'aménagement urbain ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une réglementation en matière d'occupation et d'exploitation rationnelles du foncier urbain ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des documents de planification urbaine des villes (SDAU et POS) ;
- de la conception et de la mise en œuvre des opérations d'urbanisme ;
- de la conception et de la réalisation des réseaux primaires de voiries et de drainage des eaux pluviales dans les villes ;
- de l'appui aux collectivités territoriales dans la gestion de l'espace urbain ;
- de la planification de la conception et de la mise en place du système primaire de gestion des déchets dans les villes ;
- de l'élaboration et du contrôle de l'application de la réglementation en matière d'urbanisme ;
- de la centralisation de toutes les données relatives à la gestion de l'espace urbain ;
- du suivi et de l'exécution des opérations de bornage ;
- de l'élaboration et du contrôle des normes en matière de topographie ;
- de la prise en compte des études et notices d'impact sur l'environnement dans les projets et programme de développement ;
- de la valorisation des espaces urbains à travers des aménagements urbains durables ;
- de l'organisation des concours d'urbanisme ;
- de l'appui conseil aux collectivités territoriales dans la gestion de l'espace urbain ;
- du suivi et du contrôle des opérations d'urbanisme pour le compte de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- de la réalisation de la protection des infrastructures topographiques et géodésiques utilisés pour les travaux d'aménagements urbains (échelle 1/500 au 1/2000).

2) En matière d'habitat :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale du logement définie par la Gouvernement ;
- de la viabilisation des zones d'habitation urbaines ;
- de l'élaboration et du contrôle de la réglementation en matière de promotion immobilière ;

- de la définition des normes en matière de construction et du contrôle de leur application ;
- de la maîtrise d'œuvre ou de la maîtrise d'ouvrage déléguée des bâtiments et édifices pour le compte de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- de la supervision des maîtres d'ouvrage délégués publics et privés ;
- de la validation des projets d'études de bâtiments et d'édifices pour le compte de l'Etat, des collectivités territoriales, des organisations non gouvernementales et des institutions internationales ;
- de l'organisation des concours d'architecture ;
- de la promotion et de l'intégration des matériaux locaux de construction ;
- de la valorisation d'une architecture d'inspiration culturelle burkinabé ;
- de l'entretien du patrimoine bâti de l'Etat et de ses démembrements et de la réhabilitation des édifices publics ;
- de l'archivage des plans architecturaux des bâtiments et édifices de l'Etat et des Collectivités Territoriales ;
- de l'élaboration et du contrôle de l'application de la réglementation en matière de construction ;
- de l'appui conseil en matière de construction ;
- de l'élaboration d'une matrice des prix pour les constructions et les évaluations immobilières de concert avec les autres départements ministériels.

Le Ministre de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'environnement, de l'économie verte et du changement climatique.

A ce titre, il est chargé :

Dans le domaine de l'amélioration du cadre de vie

- de l'élaboration et du suivi de la politique nationale en matière d'environnement ;
- de la coordination, de la réglementation et du suivi des actions liées à l'amélioration du cadre de vie, tant en milieu rural qu'en milieu urbain ;
- de l'élaboration d'une politique nationale en matière d'aménagement des espaces verts et d'embellissement ;
- de l'élaboration des textes réglementaires en matière de lutte contre les pollutions et les nuisances ;
- de l'appui aux collectivités territoriales en matière de salubrité publique ;
- de la promotion du recyclage et du traitement des déchets solides et des excréta ;
- du suivi de la mise en œuvre des plans de gestion environnementale ;
- du suivi de la mise en œuvre de la réglementation nationale en matière de biodiversité ;

- de l'inspection et du contrôle des dispositifs de sécurité sur les sites abritant les activités et les Organismes Génétiquement Modifiés ;
- du contrôle et de la mise en œuvre des évaluations environnementales stratégiques dans les projets et programmes de développement en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de la coordination des activités des organismes gouvernementaux dans le domaine de la biodiversité ;
- de l'élaboration et de la coordination de la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des déchets solides en relation avec les ministères compétents ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie nationale et du plan d'action en matière d'éducation pour l'environnement et le développement durable.

Dans le domaine de la radioprotection et de sécurité nucléaire

- de l'élaboration de la politique nationale dans le domaine de la radioprotection, de la sûreté radiologique et nucléaire et de la sécurité des sources de rayonnements ionisants ainsi que de la gestion des déchets radioactifs en relation avec les ministres compétents;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'intervention d'urgence radiologique en collaboration avec les autorités compétentes ;
- de la participation à la définition de la menace de référence à l'échelle nationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme nucléaire ;
- de l'inspection des sites ou installations susceptibles d'abriter des sources de rayonnements ionisants ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la réglementation relative à la recherche, à l'exploitation, au traitement, au transport et au stockage de substances radioactives en collaboration avec les ministères concernés ;
- de la coordination des activités des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux dans le domaine de la sûreté et de la sécurité des sources.

2) En matière d'économie verte :

- de la constitution, du classement, de la conservation, de l'aménagement et de la gestion du patrimoine faunique et forestier national ;
- de l'appui à la production, à l'organisation de l'exploitation et à l'approvisionnement en bois-énergie et de ses dérivés en relation avec les ministres compétents ;
- de la constitution, du classement, de la conservation et de la gestion des réserves, des parcs nationaux, des réserves de faune et des aires classées en relation avec les Ministres concernés ;
- de la valorisation du potentiel faunique et forestier;
- de la réglementation en matière de ressource forestière, faunique et du contrôle de son application ;
- de la recherche développement en matière forestière et faunique ;
- de la promotion de l'économie verte.

3) En matière de changement climatique :

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de développement durable de la stratégie nationale et de la réglementation en matière de développement durable ;
- de l'élaboration et de la mise en place de dispositifs et mécanismes efficaces d'intervention pour anticiper et répondre au mieux aux catastrophes naturelles et aux risques technologiques ;
- du renforcement de la recherche relative aux impacts, à la vulnérabilité et à l'adaptation aux changements climatiques, en relation avec les départements ministériels concernés ;

- de la promotion des évaluations environnementales dans les programmes et projets de développement ;
- de l'élaboration et du contrôle des indicateurs de suivi des défis du développement durable ;
- de la contribution à l'intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration et de la mise en œuvre de l'ensemble des politiques et stratégies conduites par le Gouvernement ainsi qu'à leur évaluation environnementale ;
- du suivi et de la coordination de la mise en œuvre des conventions internationales en matière de développement durable et de changements climatiques.

Article 24 : Le Ministre de la Culture des Arts et du Tourisme

Le Ministre de la Culture, des Arts et du Tourisme, assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de Culture, d'Arts et de Tourisme.

A ce titre, il est chargé :

1) En matière de culture et d'arts :

- de la promotion de la production, de la distribution et de l'exploitation cinématographique ;
- de la promotion de la création littéraire et des traditions populaires ;
- de la promotion et de la mise en œuvre de la coopération culturelle ;
- de l'élaboration des normes culturelles et du contrôle de leur application ;
- de l'organisation des manifestations culturelles ;
- de l'inventaire, de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel national ;
- de l'introduction des modules culturels et artistiques dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur en collaboration avec les ministères concernés ;
- de la promotion de la chorégraphie et des arts traditionnels et contemporains ;
- de la création et de la diffusion des produits de l'artisanat d'art et des arts plastiques ;
- de la promotion des arts du spectacle ;
- de la formation des artistes et des acteurs culturels ;
- de la promotion du dialogue des cultures et les civilisations ;
- de la promotion et de l'encadrement de la formation en matière de culture et d'arts ;
- de la promotion, de la diversité culturelle et des industries culturelles et créatives au plan national ;
- de la gestion des documents soumis par la loi à la formalité du dépôt légal ;
- de la conservation, de la valorisation et de la promotion des sites du patrimoine ;
- de la valorisation du patrimoine culturel et naturel en synergie avec le Ministère chargé de l'environnement.

2) En matière de tourisme et d'hôtellerie :

- de l'élaboration des documents de politiques, de programme et de projet de développement du tourisme ;
- de la protection et de la valorisation des ressources touristiques nationales ;
- de l'aménagement, la réhabilitation, la rénovation et l'entretien des sites touristiques ;
- de la valorisation des ressources touristiques nationales ;
- de la promotion de la qualité de l'offre touristique ;
- de la réglementation et du contrôle des activités touristiques et hôtelières ;
- du développement des infrastructures touristiques et des loisirs ;
- de la collecte, de la production et la diffusion des données statistiques en matière de tourisme ;

Le Ministre des sports et des loisirs assure la formulation, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de sports et de loisirs.

- de l'élaboration d'une politique portant sur le développement et la vulgarisation des sports et des loisirs ;
- de la formation des cadres de sport et de loisirs en vue d'une meilleure conception des stratégies et de l'exécution pour le développement des sports et des loisirs ;
- de la préparation des projets de textes législatifs et réglementaires dans le domaine des sports et des loisirs ;
- de la sensibilisation à l'importance du sport et des loisirs dans l'économie nationale et de l'incitation des acteurs économiques à contribuer à son développement ;
- du développement d'une politique de collaboration et de coopération dans les domaines du sport et des loisirs sur les plans national et international ;
- de la coordination et du contrôle de toutes les activités sportives et de loisirs à l'échelle nationale ;
- du développement des initiatives et d'une stratégie pour la recherche des sources de financement du sport et des loisirs ;
- de la gestion et du maintien des revenus, des dépenses, des appuis et toutes les ressources octroyées en vue de développer les établissements de sport et de loisirs ;
- de la gestion, du maintien et du contrôle des biens et établissements relevant du Ministère des sports et des loisirs ;
- de la réalisation d'infrastructures sportives et de loisirs harmonieusement réparties sur le territoire national et de la mise en place des centres multisports d'excellence dans les régions;
- de l'administration et du contrôle de l'exploitation des infrastructures sportives et de loisirs ainsi que des installations médico-sportives ;
- de la tutelle des fédérations sportives et veiller à leur bon fonctionnement ;
- de la garantie des conditions pour la participation des sélections nationales aux compétitions sportives internationales en coordination avec le comité national olympique et des sports burkinabè et les fédérations sportives ;
- de la promotion de la pratique populaire des sports et de l'encouragement à l'émergence de sportifs de haut niveau ;
- de la promotion de l'entrepreneuriat dans le domaine des sports et des loisirs et de la création des conditions de l'émergence d'acteurs professionnels dans lesdits domaines ;
- de la promotion et de la création des conditions du développement de la pratique des activités physiques et récréatives dans les administrations publiques en vue de contribuer au maintien des travailleurs en bonne santé.
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un programme social au profit des sportifs de haut niveau ne pouvant plus participer aux compétitions ;

